

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 679

semaine du
4 au 10 novembre
2021



Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

■ HÔPITAL PUBLIC

Le ministre Véran en flagrant délit de mensonge

■ « Nous en avons fini avec le dogme de la fermeture des lits », ose-t-il prétendre...



DR
Olivier Véran, ministre de la Santé.

Le président du conseil scientifique gouvernemental, le professeur Del-fraissy, pointe lui-même : « 20 % des lits disponibles sur le papier ne le sont pas actuellement faute de personnels en nombre suffisant. »

Rappelons que le récent rapport de la Dress (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) de septembre indiquait déjà que 5 758 lits d'hospitalisation avaient été définitivement fermés en 2020. C'est alors que le ministre Véran, coincé, cherche à se dégager et donne une interview le 27 octobre à *Libération* : « Je ne vais pas mentir aux gens, il y a des décisions qui n'ont pas été prises il y a vingt ans, on les paye aujourd'hui.

On ne réécrit pas l'histoire en un claquement de doigts. » M. Véran le fait un peu quand même : il oublie qu'il a été le rapporteur de la loi Touraine qui a repris toutes les dispositions de la loi HPST (Bachelot) en les accélérant et en les aggravant.

Il oublie qu'il a voté toutes les lois, notamment de financement de la Sécurité sociale, d'étranglement de l'hôpital depuis quinze ans ! Et Véran de poursuivre : « Nous en avons fini avec le dogme de la fermeture des lits, mais je n'ai pas de médecins cachés dans le placard, ni d'infirmières qui attendent dans une salle qu'on appuie sur un bouton pour les déployer dans les hôpitaux. J'active tout ce qui peut pallier le manque d'effectifs. » Ben voyons...

■ « J'active tout ce que je peux pour pallier le manque d'effectifs », dit-il...

C'est pour pallier le manque d'effectifs qu'Olivier Véran refuse de titulariser les 2 000 médecins juniors ? Qu'il refuse d'octroyer un véritable contrat de travail aux 5 000 médecins Padhue (ayant obtenu leur diplôme hors de l'Union européenne). Au total, les médecins contractuels sont près de 20 000. C'est en ne les titularisant pas que Véran prétend les retenir à l'hôpital. Voilà pour les médecins !

Que dire des personnels non médicaux (infirmières, aides-soignantes). Il y a dans nos hôpitaux plus de 240 000 contractuels. C'est pour mieux les retenir que M. Véran n'a prévu aucun plan de titularisation ?.

Prenons l'exemple des infirmières à l'AP-HP. C'est un établissement qui compte des dizaines de milliers d'infirmières parmi son personnel, qui compte aussi 1 040 postes vacants d'infirmières. M. Hirsch (directeur

général de l'AP-HP) financera, en 2021, dans le cadre de la promotion professionnelle, 230 agents ! Alors que 120 agents de l'AP-HP pourtant lauréats du concours d'entrée à l'école d'infirmière ne seront pas financés. C'est cela que M. Véran appelle : « Tous les leviers sont activés pour redonner du sens aux métiers du soin. ».

On ajoutera que s'il est vrai « qu'il n'y a pas de médecins cachés dans un placard » (en dehors des médecins contractuels), il n'en est pas du tout de même du « temps médical ».

Ainsi, on compte par milliers le nombre de praticiens hospitaliers poussés à exercer à temps partiel pour se protéger de la puissante dégradation de leurs conditions de travail. Ce n'est pas leur choix.

Ils n'en peuvent plus des réunions managériales où ils sont soumis à un interrogatoire systématique sur chacun de leurs actes, chacune de leurs prescriptions.

Où ils doivent rendre compte en permanence des raisons pour lesquelles tel patient est toujours hospitalisé. Sur les raisons de la prescription de tel traitement. Sur les raisons pour lesquelles ils n'ont pas opéré un malade en ambulatoire. Ils n'en peuvent plus des dizaines d'heures passées à remplir des lignes et des lignes dans des tableaux informatisés car tout doit être tracé, mesuré, tarifé pour pouvoir être mis en concurrence.

Ils ont choisi d'être médecin pour soigner les malades, pas de passer plus de la moitié de leur temps en réunions managériales ou sur un ordinateur !

Si un praticien hospitalier pouvait consacrer 80 % de son temps à soigner des patients, l'équivalent de dizaines de milliers de postes pourraient être ainsi récupérés.

Non seulement M. Véran ne le fait pas, mais il poursuit dans la voie actuelle.

Notre journal s'est fait l'écho de toutes les résistances partout en France. C'est pourquoi les lecteurs d'*Informations ouvrières* auront à cœur de porter à la connaissance de chacun des hospitaliers l'initiative prise à Mayenne : face à la fermeture de leur hôpital, les hospitaliers ont décidé d'aller manifester le 4 décembre

chez Véran, au ministère, à Paris. Aucun doute sur le fait que cette initiative ne peut que chercher à se développer, ouvrant ainsi une issue pour tous et pour chacun en brisant l'isolement dans lequel, à l'aide de ses mensonges, M. Véran et ses dévots espèrent maintenir les personnels de l'hôpital public.

Pages 2 & 3



DR

200 habitants et personnels de l'hôpital de Draguignan (Var) rassemblés pour défendre les urgences

Page 2

Le 27 octobre, la direction de l'hôpital de Draguignan annonce que le service des urgences fermera de 20 h 30 au lendemain 8 h 30. Soit 12 heures de fermeture chaque jour. La direction explique que les médecins urgentistes ne sont que 6 au lieu de 18 nécessaires : « Nos équipes sont épuisées. Les médecins enchaînaient une garde de 24 heures, une journée de repos, puis une autre garde de 24 heures. » (Cité dans *Var-Matin*).

Très vite, malgré les vacances scolaires, le personnel réagit : vendredi 29 octobre, 50 hospitaliers, en tenue, avec le syndicat FO, se rassemblent avec des pancartes, à midi devant les urgences.

A 20 heures, ce même vendredi, 160 hospitaliers et habitants, avec FO et CGT, se rassemblent pour s'opposer à la fermeture des urgences. Fermeture qui menace tout l'hôpital (blocs, chirurgie...). ■

ENSEIGNEMENT

■ **30 % de bacheliers sans formation après Parcoursup, « contrat engagement jeune »...**

L'avenir promis à la jeunesse par Macron : surexploitation et déqualification

Page 4

ACTUALITÉ POLITIQUE ET SOCIALE

■ **COP 26, transition énergétique...**

La tentation du consensus

Page 6



Page 7

A dix jours de la réunion nationale des délégués des comités de résistance et de reconquête

GUADELOUPE

Page 14

Awa nou péké lagé la lutte continue !

La parole à

Maïté Hubert M'Toumo,

secrétaire générale de l'UGTG



DR

Maïté Hubert M'Toumo, secrétaire générale de l'UGTG.

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'*IO* (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

5 numéros "découverte" : 7 euros 12 numéros : 17 euros 4 mois (17 numéros) : 24 euros

6 mois (25 numéros) : 33 euros 1 an (51 numéros) : 65 euros 1 an, pli clos : 110 euros

12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.

